

1. Le contexte

Introduction de Marc Peyrade, secrétaire général de la Filpac CGT

Vous avez en votre possession deux textes, édités par le secrétariat. L'un intitulé « *Le syndicalisme dont nous avons besoin* » du 10 novembre, l'autre « *la CGT doit réapparaître de toute urgence* » du 24 novembre.

Si nous avons voulu réagir vite devant l'accélération de la crise de la CGT et le déferlement médiatique qu'on nous inflige c'est bien parce que depuis les 4 et 5 novembre derniers, date à laquelle s'est tenu le Comité confédéral national, celle-ci n'en finit pas de rebondir.

Mais c'est surtout parce que nos syndicats, nos élus, nos syndiqués s'en trouvent sidérés et que, contre les manœuvres qui visent à neutraliser et éradiquer la CGT du paysage social, il était primordial de replacer notre action en perspective des grands enjeux pour l'avenir du syndicalisme.

Nous l'avons répété, la situation de la CGT ne peut se réduire aux affaires du secrétaire général, mais à un déficit d'orientation ou à plusieurs orientations contradictoires non dites. Et pour que la CGT réapparaisse au plus vite, nous avançons des propositions et les versons au débat pour que celui-ci s'ouvre enfin clairement sur le sens de l'engagement de la CGT dans la bataille sociale qui fait rage.

Lucidité et unité peuvent encore stopper le mouvement centrifuge qui affecte la confédération à la condition que les instances statutaires s'emparent des débats réels, liés à la défense des salariés et au service des adhérents. C'est le sens de nos deux textes qui s'inscrivent également vous l'avez compris dans la préparation de notre prochain congrès.

Alors crise de la CGT, dénonciation publique, cancanages à usage médiatique que la CGT subit depuis au moins 5 ans maintenant, ou sursaut de la CGT, résistance et perspective de transformation sociale ?

1. Il n'y a pas de coïncidence. Le Medef, la CGPME et l'UPA se coalisent, descendent dans la rue, pour que le système du Pacte de responsabilité continue de déverser les fonds publics pour irriguer les restructurations et les licenciements, les dividendes des actionnaires et les opérations financières.

Pas de contrepartie, l'ont-ils eux-mêmes assez répété... Leur manifestation à Lyon hier juste après le congrès du Front National est symbolique : le compte Pénibilité passait à ce jour pour la seule concession arrachée par la CFDT, comme prix de son soutien à l'austérité qu'ils avaient pourtant pactée ensemble. Même ce dérisoire ce compte n'est plus le bon, il restera donc dans les cartons.

En revanche, le patronat veut beaucoup plus que les 50 premiers milliards d'aides directes et d'exonérations, qu'il considère comme des arrhes.

Devant un pouvoir quasi vacant qui a décidé dès le début de la présidence Hollande de lui donner les clés, le patronat exige 100 autres milliards, au moins. Soit le montant de la destruction de ce qui reste de système social. Le front patronal revendique le pouvoir absolu, le gouvernement, comme les factieux de la CGPME le clamaient dans les rues de Paris le 2 décembre. Il n'attendra ni 2017 ni même Noël 2014.

2. Mais ne nous trompons pas, l'échec déclaré par Macron du Pacte de responsabilité annonce encore plus d'austérité.

Si Macron et Valls parlent d'échec du Pacte de responsabilité, ce n'est pas pour préparer un violent coup de barre à gauche. Ils critiquent en fait l'inefficacité de la parodie de relations patronat syndicats qui a motivé les conférences sociales. Elles ne cherchaient que l'aval des syndicats pour la baisse des salaires, le démantèlement du Code du travail et la privatisation de la Sécurité sociale. Mais dans les branches professionnelles, la résistance sociale l'a emporté sur l'orientation CFDT.

Macron en tire la conclusion. Pour une austérité plus brutale.

Sans coup férir, à échéance du 19 décembre et sous surveillance d'un gouvernement qui tient prêt un projet de loi pour fin décembre, une prétendue négociation étale sans vergogne le programme patronal de remplacement des IRP par un « conseil d'entreprise », annoncé par les ANI et le choix du partenariat exclusif avec la CFDT.

Une grande rupture est donc à l'œuvre. Celle de la remise en cause du droit des salariés à la représentation syndicale. Elle est d'autant plus brutale qu'elle casse jusqu'au partenariat avec la CFDT. Le patronat n'en a plus besoin comme contrepoids de la CGT... Il estime, avec son gouvernement, que cette contorsion Berger-Gattaz n'est plus utile pour donner le change.

Sans coup férir également, l'existence des tribunaux prud'homaux - et pas seulement l'élection des conseillers au suffrage direct des salariés - a été remise par le Parlement entre les mains du gouvernement qui peut légiférer contre cette institution par ordonnances.

3. Alors qui comme candidat à la représentation des salariés alternative à la CGT, au syndicalisme indépendant ?

Mais le patronat lui-même bien sûr ! « Le conseil d'entreprise » qu'ils veulent mettre en place n'est pas la reproduction du système allemand comme certains voudrait nous le faire croire, et dans lequel de réels pouvoirs de contrôle et même de veto partiel sont donnés aux syndicats (cf texte sur le modèle social allemand – article Basta).

Il s'agit d'un système de collaboration sous direction exclusive du patronat à l'entreprise, sans contre-pouvoir ni contrepartie.

Le Front national, en complément de cette réaction patronale dans l'entreprise, lui est candidat à la représentation populaire pourvu qu'il parvienne à la diriger contre les immigrés. Le nationalisme sur une base raciste, tel que le FN le propage, n'est en aucun cas en contradiction avec le remodelage en cour d'une mondialisation libérale sous direction des financiers et des industriels. Il en est pour eux un complément utile, comme la droite américaine Tea party combine un libéralisme absolu et un nationalisme raciste de type Klu Klux Klan.

Dès lors, ce gouvernement archi-minoritaire, suspendu en l'air, fuit à tombeau ouvert dans l'austérité. Sans souci des dégâts électoraux, il ira jusqu'au bout du sale boulot initié par Sarkozy, détruire l'édifice social sous couvert de « réformes structurelles indispensables ».

C'est pourquoi le domaine du paritarisme, des négociations civilisées, des relations sociales policées est officiellement fermé.

4. L'illusion qu'il pourrait encore exister les moyens de contourner au plan local le défaut d'actions globales doit se dissiper et vite car elle n'est que l'expression d'une impasse : puisque le chômage est plus que jamais une arme de destruction massive.

Les relations d'entreprises ne peuvent être considérées comme une alternative au défaut de négociation globale. Le patronat y cherche la flexibilité des salaires, des conditions

de travail et des emplois selon les aléas du chiffre d'affaires de l'établissement. Tel est le sens du rapport franco-allemand remis il y a quelques jours au gouvernement.

C'est aussi le sens du message envoyé par Lucas en lockoutant une imprimerie de presse. Hubert que nous avons invité à ce CEN y reviendra

Comme celui des pressions inouïes subit par nos camarades d'Arjo ou de Chapelle d'Arblay pour les faire adhérer à la fermeture de leur propre entreprise.

Faisons semblant de négocier local sans songer global. C'est précisément la stratégie libérale : « *think global, act local.* » et c'est ce que nous déclare le président du SPQR lors de notre dernière rencontre. La fin des aides à la presse, l'absence de vision stratégique des éditeurs ? Pas si grave. Gérons entreprise par entreprise la baisse de la masse salariale, la remise en cause des acquis conventionnels. Pascal nous en dira plus. Comme Gérard sur les négociations en PQN.

Le propre du contexte de ce CEN, c'est que la pratique quotidienne de nos syndicats est percutée directement par ces grands enjeux. La situation de la CGT n'est ni réductible à une erreur de casting ni à un vice de forme organisationnel ou générationnel.

Notre Fédération, nos syndicats, comme toute la CGT, sont l'objet d'une vague libérale d'assaut mettant leur existence en cause. Par le bas, où le patronat réserve à nos syndicats un traitement spécial (L'Alsace, Arjowiggins, UPM Chapelle, etc.), par le haut où le patronat veut tout casser grâce à son chômage de masse.

D'où les deux résolutions proposées sur les tâches.

Nous vous proposons donc l'ordre du jour suivant :

1. Débat sur l'actualité sociale et le contexte général.
2. Discussion de deux projets de résolutions sur les tâches immédiates que nous vous proposons de mener dès avant Noël l'une sur le renforcement nécessaire de la solidarité entre les syndicats de la Filpac CGT au vue des luttes papetières et du lock out au journal l'Alsace ; l'autre sur l'embrouille des négociations sur le dialogue social et des contre feux que nous devons mettre en place.
3. point sur les AG de syndiqués et le calendrier de rentrée.
4. Enfin les questions diverses.